

Air Canada

Mme Copps: C'était une très belle assemblée, monsieur le Président. Le parti libéral vendait des choses avec cet esprit d'entreprise qui l'a toujours caractérisé. Nous ne ménagerons pas nos efforts pour éponger notre dette. Je disais donc qu'hier soir, au cours de l'assemblée de nomination d'Ottawa—Vanier, le clou de la soirée a été la vente d'une épinglette pour la somme de 2 \$. Sur cette épinglette, qui nous avait été fournie par des étudiants de Carleton et de l'Université d'Ottawa, on pouvait lire: «Privatisez Mulroney». Cela nous donne une petite idée de ce que le gouvernement a fait au pays depuis quelques années.

Mon chef a déclaré que la dernière version de l'accord sur le libre-échange, qui a enfin été déposée à la Chambre, aurait dû s'intituler «Loi sur la vente du Canada». Le projet de loi sur la privatisation d'Air Canada, dont nous parlons maintenant, révèle lui aussi que le gouvernement ne comprend pas que le Canada s'est bâti d'est en ouest, en partant du principe que non seulement l'entreprise privée, mais aussi l'entreprise publique avaient un rôle à jouer dans son développement.

• (1830)

Que se serait-il passé en 1867, si le premier premier ministre du Canada, sir John A. Macdonald, avait déclaré qu'il fallait laisser le soin au secteur privé de créer un réseau ferroviaire national? Que serait-il arrivé si, à l'époque, on n'avait vu aucun rôle pour le secteur public dans un réseau ferroviaire national?

Qu'en serait-il également si les gouvernements successifs avaient adopté la même position face à la construction de la route transcanadienne, qui est probablement la plus longue route du monde entretenue grâce aux deniers publics? Nous croyons qu'il faut établir des liens entre les diverses régions du pays et que les secteurs public et privé ont un rôle à jouer à cet égard.

Malheureusement, le gouvernement est tellement poussé par le besoin de privatiser, qu'il ne reconnaît même pas qu'il existe certains liens qui unissent notre pays d'Est en Ouest. Il s'agit notamment de la Société Radio-Canada, un réseau national de radiotélédiffusion auquel le gouvernement tente de s'en prendre par le biais de son comité qui travaille en coulisses.

Il en va de même dans le cas de la vente d'Air Canada. Cela ne serait pas trop grave, si ce n'était le fait que le premier ministre (M. Mulroney) a fait une promesse solennelle à ce sujet. Les députés se rappellent-ils de son dépôt sacré en ce qui a trait aux pensions des personnes âgées? Or, le premier ministre a déclaré qu'Air Canada n'était pas à vendre et que notre pays avait besoin d'une ligne aérienne nationale.

M. Nunziata: Qui a déclaré cela?

Mme Copps: Le premier ministre du Canada.

Comment peut-on croire une personne qui dit une chose au cours d'une campagne électorale, mais qui immédiatement après avoir été élue, lance un programme tendant à faire exactement le contraire? Le premier ministre a déclaré à je ne sais combien de reprises que l'universalité était un dépôt sacré. Il a promis aux personnes âgées que les conservateurs ne toucheraient pas à leurs pensions, car elles avaient travaillé dur pour les obtenir. Or, nous sommes témoins à l'heure actuelle de la même volte-face.

[*Français*]

... la même volte-face, la même hypocrisie en ce qui concerne Air Canada. Ce n'est pas moi, monsieur le Président, ce n'est pas le parti libéral qui a dit qu'Air Canada n'est pas à vendre. On a besoin d'une ligne aérienne nationale. Ce sont les paroles du premier ministre (M. Mulroney).

[*Traduction*]

Nous parlons ce soir d'une tendance dont l'initiative revient au premier ministre, exacerbée par l'Accord de libre-échange et aggravée par le projet de loi concernant Air Canada qui cherche à enlever au Canada sa souveraineté. Notre pays a su grouper ce qu'avaient de mieux à offrir le secteur public et le secteur privé. Contrairement à nos amis du Sud, nous ne croyons pas toujours que le secteur privé peut faire mieux que le secteur public. Nous ne vendons pas le sang pour de l'argent chez nous.

Franchement, je suis heureuse de savoir que si je devais entrer à l'hôpital pour y subir une opération, je n'aurais pas à présenter ma carte de crédit pour acheter le sang nécessaire à une transfusion. Or, savez-vous qu'en vertu de l'Accord de libre-échange, les banques de sang pourraient faire l'objet d'un accord en matière de services?

Les Américains ont toujours cru qu'il était possible de retirer de l'argent du sang. Si les indigents et ceux qui ont besoin d'argent peuvent être persuadés de faire la queue dans certains États pour échanger leur sang contre de l'argent, ils le vendront au plus offrant.

Nous avons édifié au Canada une société qui a toujours cru dans le rôle primordial que le secteur public doit jouer en matière de culture, de télédiffusion et de transports.

C'est pourquoi le premier ministre conservateur, sir John A. Macdonald, a promis au pays qu'un chemin de fer reliant l'Est à l'Ouest serait construit aux frais de l'État. De même, lorsque les transports aériens sont apparus, le gouvernement et le pays ont décidé de créer une compagnie aérienne nationale parce que nous étions convaincus de la nécessité de l'intervention de l'État dans ce domaine.

Il n'est peut-être pas rentable pour une société privée de desservir Inuvik ou Tuktoyaktuk, mais les Canadiens croient qu'il est essentiel de desservir les coins isolés du Canada par voie aérienne, par chemin de fer ou par la route. Voilà pourquoi les gouvernements libéraux successifs ont appuyé le principe de charger une société d'État de s'acquitter de cette responsabilité.

D'un seul coup, le gouvernement nous dit, en déposant le projet de loi à l'étude, qu'Air Canada n'est plus une société d'État. Cependant, à la manière habituelle des conservateurs, le gouvernement essaie de gagner sur les deux tableaux. Il dit qu'il ne vend qu'une partie d'Air Canada. C'est comme une femme qui serait partiellement enceinte. Et c'est toujours en se conformant au même modèle que le gouvernement a présenté une résolution sur l'avortement qui est à la fois pour, contre et à mi-chemin entre les deux.

Si le gouvernement veut privatiser une société d'État, il devrait présenter un projet de loi précis. Il essaie plutôt de faire croire qu'il ne s'agit que d'une privatisation partielle d'Air Canada. La majorité des actions, soit 55 p. 100, demeurera entre les mains du gouvernement et 45 p. 100 seront vendues au secteur privé.